

Réforme ferroviaire : un pas de plus vers la privatisation !

Category: Services publics & biens communs

écrit par jmfouquer | 18 décembre 2013

Les cheminot-e-s se sont à nouveau massivement mobilisés le 12 Décembre pour exprimer leur refus du démantèlement de leur entreprise.

En effet, la « réforme » ferroviaire présentée en conseil des ministres le 16 octobre dernier met en péril le service public des transports et ne répond ni au besoin des usagers, ni aux inquiétudes légitimes des cheminot-e-s.

Filialisation, concurrence, austérité !

Ce projet de loi vise à éclater le système ferroviaire en trois établissements alors qu'une cohérence économique est nécessaire pour améliorer la qualité du service public.

« SNCF Réseau et SNCF mobilités sont assimilés à des filiales... » page 22 du projet de loi.

SNCF Réseau remplacera donc RFF (Réseau Ferré de France) et SNCF mobilités sera le nouveau nom de l'entreprise SNCF EPIC !

On ne peut plus clair...

Ce projet est par ailleurs en adéquation avec le projet « Excellence 2020 » porté par la direction de l'entreprise et qui prévoit le développement des filiales, de la concurrence et l'austérité pour l'ensemble des salariés de la SNCF.

Cette politique est bien la continuité des différents plans qui ont conduit à la suppression de 10000 postes, à la réduction du pouvoir d'achat des cheminot-e-s et à la dégradation de leurs conditions de travail.

Touche pas mes acquis sociaux !

C'est bien le Statut des cheminot-e-s, acquis de haute lutte, qui est en cause aujourd'hui et sa disparition est donc bien programmée au plus tard le 1er Juillet 2015 selon les articles

12,13 et 14 du projet de loi !

Ce gouvernement entend bien par ce projet de « réforme » livrer le service public des transports et les salariés de la SNCF à la sacro-sainte concurrence libre et non faussée et au dumping social.

Pour la défense du service public et de l'emploi !

Grâce à leur mobilisation, les cheminot-e-s ont signifié leur refus du projet de loi sur la réforme ferroviaire, leur détermination à lutter pour le développement du service public des transports et pour leurs acquis sociaux.

Il est nécessaire d'imposer une logique alternative à la politique libérale du gouvernement en abandonnant ce projet de loi, en engageant de vraies réformes qui, au contraire de celle-ci renforceraient une logique de service public ferroviaire.

Il est grand temps que la direction de la SNCF engage de vraies négociations pour l'augmentation des salaires des cheminot-e-s, pour une hausse des recrutements statutaires, pour le développement du service public du Fret, seule alternative écologique crédible permettant de sortir de la logique du tout-camion.

Rafael Medea